

MÉTÉO SYNDICALE...

Haro sur le baudet ! On aura compris que ça bouillonne dans les immeubles des directions syndicales, les états-majors décisionnels veulent en découdre avec le monde capitaliste. À l'assaut des marchés et de l'exploitation, il faudra donc que les possédants rendent gorge. Mais il faudrait pour cela au moins une ébauche d'une unité syndicale. Et celle-ci, à moins de contacts secrets, se fait attendre. On aurait cru que le front uni contre l'accord ANI d'avant les vacances aurait perduré. Anarcho-syndicalistes et autres syndicalistes de tout poil, il nous semblait que, ça et là, des poches de résistance se faisaient voir, mais patatras ! Il faudra encore une fois se contenter d'exceptions locales alors que les appareils confédéraux représentatifs confortent leur équilibre interne. D'un côté, une posture pour rassurer les énervés de la base, de l'autre des négociations avec les pouvoirs publics pour réaffirmer leur ancrage dans leur rôle de partenaires sociaux.

Dans le ras-le-bol social, la riposte est tout de même en marche. Mais dans les états-majors syndicaux, les cartes sont un tantinet brouillées. En Bretagne, ce que les médias appellent le «*PACK syndical*» est en fait un front commun CGT-CFDT. Dans une lettre adressée à d'autres centrales syndicales (CFE, CGC, FSU, CFTC et FO) : «*La gravité de la situation interpelle tous les acteurs, parmi lesquelles les organisations syndicales*». Étonnant non. Thierry Lepaon et Laurent Bergé main dans la main, comme la semaine dernière dans les rues de Morlaix. On est loin des drapeaux de la CFDT brûlés dans les manifs de l'été. Cela suffira-t-il à disperser l'opération confusion des bonnets rouges ? On verra bien si ça éclairera notre lanterne syndicaliste.

«*Complicité de collecte de données à caractère personnel*», «*complicité de violation du secret professionnel*»; à qui s'adressent ces accusations ? À Ikea France mis en examen pour espionnage de salariés. Comme le disait le délégué FO : «*Ces mises en examen prouvent que le système d'espionnage était généralisé*». Affaire à suivre au parquet de Versailles. Quant à l'inspection du travail menacée par une réforme gouvernementale, il faudrait un peu plus d'unité syndicale pour imposer son retrait.

Jean-Pierre GERMAIN
Groupe Salvador-Segui
